

# Devant des infrastructures d'eau sous pression, une réforme du financement s'impose

Faits saillants de l'étude d'Aviseo sur le sous-financement des infrastructures d'eau, réalisée pour le Groupe tactique sur les infrastructures en eau liées au logement\*



## Portrait de la situation actuelle

Valeur de remplacement

# 188,5 G \$

Déficit de maintien d'actifs

# 19,3 G \$\*

(et besoins additionnels d'ici 2031) : **+23 G \$**

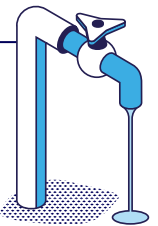
\*En incluant le coût de remplacement de la voirie, ce montant est de 49 G\$.

La majorité des infrastructures ont été construites entre

# 1950 et 1990

Résultat : vieillissement simultané, bris plus fréquents, augmentation des coûts d'entretien et vulnérabilité face aux changements climatiques.

Le Québec est la **2<sup>e</sup>** province ayant **la plus forte consommation d'eau par habitant au pays**, un phénomène qui explique la forte pression sur les réseaux d'eau des municipalités.



## Les principales causes



### Sous-financement municipal

- Les dépenses actuelles atteignent **280 \$/habitant**, alors que le coût réel estimé est de **799 \$/habitant**.
- Entre 2017 et 2024 : Les municipalités dépendent principalement des revenus fonciers (**+26,1%**). Une source insuffisante compte tenu de l'inflation (**+23%**) et de la hausse moyenne des coûts de construction (**+38,3%**).



### Baisse des investissements provinciaux

- Plan québécois des infrastructures (PQI) 2018-2028 : La part des investissements destinés aux infrastructures municipales est passée de **7,3% à 4,3%**, malgré des besoins croissants.



### Délais dans les ententes Québec-Canada

- **Près de 24 mois** entre l'annonce et la signature d'une entente dans le cadre du Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement (FCIL).
- Pendant ce délai, pour la même enveloppe de **1 G \$**, le Québec a été affecté par des travaux reportés, une hausse des coûts et un pouvoir d'investissement réduit.

**43 municipalités** ont dû restreindre des projets en 2025, freinant la construction de

# 36 000 logements

par faute de capacité hydrique (sondage UMQ).



**Ces enjeux vont s'accroître au cours des prochaines années si la tendance n'est pas inversée.**

Moratoires de développement, l'exemple de **Lévis**.

Augmentation des redevances de développement pour les promoteurs : jusqu'à **5 390 \$** par logement;

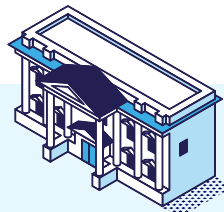
Suspension des émissions de nouveaux permis dans plusieurs secteurs.

## Pistes de solutions portées selon le Groupe tactique



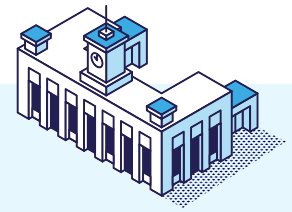
### Au municipal

- Instaurer un principe du principe «utilisateur-payeur» avec compteurs d'eau permettant de réguler les débits, pour réduire le gaspillage et favoriser une meilleure équité.
  - Exemple de **Repentigny**: les débits d'eau potable et d'eaux usées n'ont pas progressé en 20 ans, alors que le nombre de résidents a augmenté de 18 %.
- Mettre en place un financement par accroissement de la valeur foncière (TIF) permet à une municipalité de financer aujourd'hui des infrastructures sans émettre de nouvelles taxes.



### Au provincial

- Redoubler d'efforts pour résorber le déficit de maintien d'actifs.
- Investir massivement dans le PQI 2026-2036 :
  - **40%** du déficit de maintien d'actifs n'est pas pris en charge par le PQI 2025-2035.
- Offrir un financement prévisible et pérenne pour les municipalités. Révision des priorités gouvernementales en matière d'investissements en infrastructures.



### Au fédéral

- Augmenter la contribution fédérale pour mieux financer les infrastructures municipales, notamment celles en eau.
- Bonifier les transferts au Québec afin qu'ils correspondent à son poids démographique et au déficit de maintien de ses infrastructures.
- Laisser aux actrices et acteurs locaux la flexibilité de prioriser les projets en tenant compte de leur réalité.

### \* Groupe tactique sur les infrastructures en eau liées au logement

- Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)
- Association de la construction du Québec (ACQ)
- Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTQ)
- Association des firmes de génie-conseil du Québec (AFG)
- Institut de développement urbain du Québec (IDU)
- Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)
- Réseau Environnement (RE)
- Vivre en Ville